



## Violences au lycée de Kahani ce

vendredi 19 janvier 2018

Cet établissement a de nouveau été le théâtre d'affrontements ultra-violents. Une bande d'une quarantaine de jeunes visiblement organisés parce que tous vêtus d'habits blancs, équipés de lunettes et de cagoules a attaqué le lycée, tout en montant des barrages. Ces agresseurs ont envoyé des pierres dans le lycée et réussi à faire tomber le grillage pour y pénétrer. Ils ont donné l'assaut alors que des barres de fer étaient cachées derrière des bâtiments pour être utilisées dans les combats. Des élèves à l'intérieur parfois en sang ont décidé de répliquer et la situation a dégénéré en bagarre générale. Il aura fallu à la fois le courage et le sang froid des personnels mais aussi l'intervention des forces de l'ordre, à coups de gaz lacrymogènes, dans l'établissement même, pour mettre fin à ces déchaînements de violence qui heureusement n'ont fait aucune victime. Pour le SNES-FSU, ces faits démontrent, s'il en était besoin, la nécessité absolue de sécuriser tous les établissements scolaires de Mayotte. Il faut cesser l'angélisme et regarder en face une situation d'insécurité devenue insupportable pour les usagers comme les personnels.

Dès les événements de décembre 2017, le secrétaire SNUIPP-FSU du CHSCT (comité hygiène, sécurité et conditions de travail) avait demandé la réunion en urgence du CHSCT notamment pour lancer une enquête immédiate sur les améliorations à apporter pour sécuriser le site. Lors d'une réunion convoquée le 5 décembre dernier à l'initiative du secrétaire général (SG) du vice-rectorat sur l'exercice du droit de retrait, le co-secrétaire du SNES-FSU et le secrétaire du CHSCT avaient demandé des informations sur Kahani. Le SG et le directeur de cabinet n'avaient pas jugé bon d'en parler puisque les personnels avaient repris le travail et que le seul objet de la réunion pour le SG était de remettre en cause le bien fondé du droit de retrait au lycée du nord en menaçant de faire retirer un trentième de salaire pour chaque collègue concerné.

Pour la FSU, ces faits prouvent que la sécurisation de l'établissement reste insuffisante et que les agents étaient fondés et le sont de nouveau à exercer leur droit de retrait pour qu'enfin des décisions radicales soient prises. Il semble que ce soit le cas pour la clôture de Kahani qui serait réinstallée en double avec barbelés au milieu. Nous souhaitons que les moyens en EMS (équipes mobiles de sécurité) et plus globalement en personnels de vie scolaire soient également augmentés à Kahani. Lors des événements de décembre, comme nous

l'avons démontré plus haut, le VR n'avait pas encore pris la mesure de la gravité de la situation. Espérons que ce soit le cas maintenant car le degré de violence atteint est sans précédent tant dans la préparation que dans l'intrusion. Si nous comprenons jusqu'à un certain point l'objectif de maintenir les cours nous ne pouvons accepter que systématiquement le vice-rectorat refuse de faire intervenir le CHSCT dans un délai rapproché (la visite par une délégation du CHSCT est prévue mais pas avant mars). Il est donc indispensable que ces questions soient traitées en urgence et au fond. Et nous sommes bien conscients que ces problèmes ne relèvent pas du seul vice-rectorat mais d'une insécurité qui est de nouveau en hausse dans le département.

Le SNES-FSU demandera par l'intermédiaire du secrétaire du CHSCT qu'il soit procédé à une enquête administrative sous le contrôle du CHSCT.

Il apportera son soutien total aux agents qui décideraient de se mettre en droit de retrait, comme il l'a toujours fait. Il interviendra lors des rencontres prévues la semaine prochaine avec la DGRH (direction générale des ressources humaines) et l'inspectrice générale de l'éducation nationale pour demander une vraie politique d'attractivité tenant compte des conditions de plus en plus difficiles de travail et de vie à Mayotte.